

étendu en faveur des pays membres du Commonwealth dans la mer des Antilles. A cet égard, on se souviendra que, lors de son entrevue avec le président des États-Unis, le premier ministre a signalé que le Canada avait l'intention d'augmenter son aide aux pays antillais, membres du Commonwealth, qu'une longue tradition associe, évidemment, à notre pays.

3. Un programme plus considérable et plus efficace pour l'Afrique, y compris les États de langue française;

4. Un nouvel apport au développement de l'Amérique latine, en étroite collaboration avec la Banque d'expansion interaméricaine, en profitant des disponibilités de prêt nouvelles ou autres.

Si j'ai fait maintenant cette déclaration, c'est en vue de la réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui aura lieu mardi et mercredi prochains à Paris, et où l'on discutera la question de l'aide aux pays en voie de développement.

### Réunion de l'OCDE à Paris

*Le 21 novembre, M. Martin a fait à la Chambre le rapport suivant sur la réunion de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui s'est tenue récemment à Paris:*

L'Organisation de coopération et de développement économiques forme un important trait d'union entre les parties européennes et nord-américaines de la communauté atlantique. On s'attend que cette organisation soit bientôt élargie par l'accession du Japon, une fois que la procédure parlementaire de ce pays l'aura officiellement confirmée. Les liens qui unissent les principaux pays du globe au sein de l'Organisation, rendent celle-ci extrêmement importante pour les relations extérieures du Canada. L'OCDE représente un instrument de consultation pour les représentants des principales nations industrielles de l'Occident.

Au cours de la réunion de Paris, une des discussions essentielles a porté sur l'assistance offerte par les pays membres aux nations en voie de développement. Je tiens à signaler que le Gouvernement canadien attache une importance particulière aux efforts de l'OCDE qui visent à une aide mieux coordonnée. J'ai déjà eu l'occasion d'indiquer que les données statistiques que l'on évoque souvent et qui établissent un parallèle entre les programmes d'aide du Canada et ceux des autres pays membres, risquent d'induire en erreur et doivent être interprétés avec la plus extrême circonspection. Certains problèmes de définition et de composition sont à examiner d'un œil critique. En outre, comme l'organisme reconnu dans le passé, la comparaison ne saurait être valable s'il n'est pas tenu compte de la qualité aussi bien que de la quantité.

Je suis heureux de signaler que les représentants des autres pays membres ont fait très bon accueil à l'élargissement de notre programme d'aide dont le dé-